

83/6

NATIONS UNIES
INSTITUT AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET DE PLANIFICATION

IDEP/DIR/2150

D A K A R

INFORMATIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'IDEP DEMANDEES PAR LE CONSEIL

D'ADMINISTRATION DE L'IDEP, LORS DE SA SEPTIEME REUNION

JANVIER 1969

INFORMATIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'IDEP DEMANDEES PAR LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE L'IDEP, LORS DE SA SEPTIEME REUNION

- (i) Institutions générales de formation, de recherche et de consultation existant actuellement en Afrique, en dehors de l'IDEP.

Formation: Alors que l'on connaît en Afrique des institutions dispensant le même type de formation que celle figurant dans le programme de l'IDEP, il n'en est aucune qui donne une formation de même étendue et de même orientation que le programme de l'IDEP. Certaines institutions nationales assurent une formation dans le domaine des techniques de planification et de développement (par exemple, l'Institut de Planification Nationale du Caire), d'autres enseignent les statistiques et l'économie appliquée qui entrent dans le cadre de la planification (par exemple, l'INSEA, Rabat); mais aucune ne possède l'optique africaine ou l'éventail des matières que l'on trouve dans le programme de formation de l'IDEP. A cet égard, l'IDEP est unique en son genre en Afrique.

Recherche: Il existe plusieurs institutions de recherche en Afrique et les principales sont rattachées à des universités nationales à Tunis, au Caire, Rabat, Nairobi, Kampala, Dar-es-Salaam, Kinshasa, Ibadan, pour ne citer que quelques exemples. (Une liste de ces institutions de recherche est jointe à l'Annexe I). Certaines s'engagent dans la recherche en vue d'une application pratique, comme le C.E.R.E.S. de l'Université de Lovanium, mais la plupart s'orientent vers une recherche scientifique et académique. Dans ce domaine, l'intérêt de l'IDEP se limite à celles qui insèrent leur recherche dans une perspective pratique et c'est notamment avec celles-ci, et en général avec toutes, que l'IDEP envisage une association active dans la recherche, lorsqu'il s'agit d'entreprendre des recherches communes et de fournir les fonds additionnels (pas principaux) nécessaires à de telles entreprises

communes. La participation de l'IDEP complète, mais ne concurrence pas, et est destinée à combler les lacunes dans la recherche effectuée dans les domaines qui relèvent de son travail, et que n'embrassent pas les programmes de recherche existants en Afrique.

Services consultatifs: La principale source de tels services en Afrique est constituée par le Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique qui, en raison de ses relations avec les pays africains, a un rôle unique. Les services consultatifs que se rendent mutuellement les gouvernements de pays africains sont de nature secondaire, et portent surtout sur des problèmes liés à l'organisation et au fonctionnement des services publics. L'IDEP, dépendant de la Commission Economique pour l'Afrique, conçoit son rôle vis-à-vis de la Commission, comme un complément et une participation dans le cadre des problèmes généraux de la Commission dans le domaine des services consultatifs.

(ii) Rapports entre les activités de l'IDEP et celles des autres organismes internationaux de formation oeuvrant en Afrique.

Les rapports de l'IDEP avec les organismes internationaux de formation établis en Afrique et toutes les organisations s'intéressant à l'organisation de la formation en Afrique, sont basés sur la collaboration plutôt que la concurrence, principe qui a été institutionnalisé dans la Réunion Annuelle de Coordination de l'IDEP. Ces organisations sont principalement l'UNESCO, la FAO, l'OIT, l'OMS, l'UNICEF, l'UNITAR (Institut de Formation et de Recherche des Nations Unies), d'autres organes des Nations, le Centre de Développement de l'OCDE, l'Institut de Développement Economique (IDE) de la BIRD. Les rapports des deux réunions tenues jusqu'à ce jour ont déjà été distribués aux membres du Conseil d'Administration de l'IDEP.

Les excellentes relations déjà établies avec ces organisations ont abouti à :

- (a) la fourniture de services de personnel à l'IDEP sur une base permanente (UNICEF, OMS, CEA);
- (b) l'organisation de cours communs avec l'IDEP (ONUDI, IDE, CEA);
- (c) la fourniture d'un personnel temporaire pour la conduite des cours de l'IDEP (FAO, OIT, UNESCO, le Centre des Nations Unies pour la Planification, les Projections et Politiques du Développement, le Services des Questions Financières et Fiscales, la Division du Développement Social, le Centre pour l'Habitat, la Construction et la Planification; la CEA, le Centre de Développement de l'OCDE, l'Institut du FMI, l'IDE, l'Institut Latino-Américain de Planification Economique et Sociale de la CEAL) et
- (d) l'organisation de cours par l'intermédiaire de l'IDEP, en utilisant les installations de l'IDEP (CEA, UNITAR).

Ces relations ne sont pas entièrement à sens unique car le personnel de l'IDEP a aussi participé et aidé à la conduite de cours organisés par d'autres organisations semblables (Institut Asiatique des Nations Unies pour la Planification Economique et Sociale de la Commission Economique pour l'Asie et l'Extrême Orient, l'Institut du FMI, le Groupe de l'UNESCO pour la Planification de l'Enseignement en Afrique). L'IDEP se réjouit de toute occasion et invitation à participer aux cours de ses associés dans le domaine de la formation.

(iii) Participation aux cours de l'IDEP de candidats venant de différents pays africains par rapport aux contributions financières des différents pays.

Alors qu'il n'est pas possible d'établir un rapport entre la participation et la contribution réelle des Etats-membres au budget de l'IDEP, il est possible d'établir une comparaison entre la participation et la contribution de contrepartie affectée à chaque Etat-membre (ou Etat-membre associé) telle qu'elle apparaît à l'Appendice III du Plan d'Opérations de l'Institut. Les chiffres des participants provenant de chaque Etat ne concernent que les cours organisés ou financés par l'IDEP jusqu'à la fin de la Première Partie du Cours de Neuf Mois de 1968-69.

Certains Etats-membres anciennement associés sont devenus des membres pleins depuis l'entrée en vigueur du Plan d'Opérations en Novembre 1964 et ont effectué des versements au budget de l'Institut, bien que leurs contributions dues ne figurent pas dans le Plan de Fonctionnement.

D'après les chiffres donnés à l'Annexe III on pourrait voir que la participation a été quelque peu inégale par rapport à la contribution due.

(iv) Chiffres détaillés de dépenses relatives aux membres du personnel employés à temps plein et partiel; et dépenses totales par stagiaire, ventilées en dépenses académiques et dépenses administratives par stagiaire.

Ce n'est que depuis 1967 qu'un système détaillé de comptabilité interne (non exigé par le Bureau du Contrôleur des Nations Unies) a été créé à l'Institut. Par conséquent, nous ne disposons pas d'informations financières détaillées relatives au personnel pour les années antérieures où les comptes étaient tenus par grands chapitres. L'Institut ne disposant que d'un Chargé de Finances et de deux adjoints pour mener toutes les opérations financières et tenir les livres de l'Institut, et le travail de comptabilité ayant augmenté par suite de l'élargissement du programme des activités de l'Institut, il n'a pas été possible, dans le temps dont nous disposons, d'entreprendre une étude et une analyse détaillée des comptes des années antérieures à 1967. L'Institut, il faut le remarquer, ne dispose pas de calculatrices électroniques et tout le travail de comptabilité se fait selon des méthodes manuelles avec l'aide de deux machines à calculer de table. Il n'a été possible de rassembler des chiffres financiers détaillés que pour 1967 et 1968.

Des chiffres détaillés de dépenses relatifs aux membres du personnel (professionnel) employés à plein temps et à temps partiel pendant les années 1967 et 1968 sont donnés aux Annexes III et IV ci-jointes.

Des chiffres détaillés de coût par participant aux divers cours depuis 1967/68 et de dépenses au Séminaire des Professeurs d'Universités et au Cours des Etudiants d'Universités (pour lesquels des comptes séparés avaient été tenus), depuis 1964, sont donnés à l'Annexe V, avec une analyse

dans le document IDEP/DIR/CA/2137. Sauf pour le Cours de Neuf Mois, les dépenses administratives par stagiaire n'ont pas été calculées en raison de l'élément d'arbitraire qui entraînait dans la répartition des dépenses administratives générales entre les différents autres cours.

Le coût total par participant, bien que divisé en dépenses académiques (terme pas précis) et administratives, ne constitue pas en lui-même une base significative de comparaison des coûts des divers cours de durée différente. Il a, par conséquent, été normalisé sur la base du "coût total par participant et par semaine". Une analyse plus détaillée des bourses et des frais de voyage des participants et des dépenses d'enseignement pour le Cours de Neuf Mois de 1967-68 est donnée à l'Annexe VI et à l'Annexe VII.

- (v) Nombre de membres du personnel à temps plein et partiel; nombre de stagiaires répartis par cours; et rapports personnel/stagiaires.

L'information demandée est donnée à l'Annexe VIII.

- (vi) Heures de travail moyennes par membre du personnel; et répartition du temps de travail du personnel entre l'enseignement, la recherche et les services consultatifs.

Le personnel d'enseignement et de recherche de l'IDEP, employé et payé par l'IDEP, étant des fonctionnaires des Nations Unies, respectent les heures officielles, tout comme tout autre membre du personnel des Nations Unies, et doit le faire en vertu des règlements des Nations Unies (7 heures 30 par jour de travail, 37 heures 30 par semaine de travail). Ce fut notamment le cas ces deux dernières années avec le changement et l'élargissement du programme de formation. Les années précédentes, lorsque le Cours de Neuf Mois et le Cours du Caire constituaient les principales activités de l'Institut, tout le personnel s'occupait de l'enseignement et, n'ayant qu'une spécialisation restreinte, n'était pas pleinement employé. Lorsqu'un professeur n'était pas occupé à l'enseignement ou à la préparation de cours, il disposait de beaucoup de temps libre qu'il consacrait à ses loisirs puisqu'il n'y avait pas de programmes établis de recherche et de services consultatifs.

Les heures officielles des Nations Unies n'étaient pas régulièrement respectées et les professeurs avaient tendance à ne pas venir à l'Institut quand ils n'avaient pas de cours.

Avec l'élargissement, ces deux dernières années, du programme de formation de l'Institut qui exigeait une certaine polyvalence du corps enseignant, le personnel a été plus pleinement employé et a eu tendance à respecter les heures de travail officielles qui, en tout cas, sont en vigueur (l'absence étant déduite du congé annuel).

La règle générale est que chaque professeur enseigne et/ou dirige des cours, soit à l'Institut soit dans les sous-régions, pendant deux trimestres (6 mois); et dispose de 4 mois et demi (ou de 6 mois s'il ne prend pas de vacances) pour la recherche et la préparation des cours. Ceci n'a pas été appliqué de façon uniforme par suite des charges d'enseignement accrues pour certains professeurs (dont certains consacrent trois trimestres, et quelquefois un peu plus, à l'enseignement et à la préparation de cours) et de charges plus légères pour d'autres, selon le degré de polyvalence du professeur. Ceux qui ont des charges plus légères disposent de plus de temps pour la recherche, en gros l'équivalent d'un trimestre. Les services consultatifs ont été minimes, quatre seulement environ ayant été exécutés ces cinq dernières années (pour le Mali, le Sudan, le Libéria, la Mauritanie) selon les demandes reçues.

Dans l'ensemble, environ les trois quarts du temps du professeur sont consacrés à l'enseignement et à la préparation de cours qu'ils assurent seuls, ou plus fréquemment en collaboration avec d'autres professeurs, et à la direction de cours. Etant donné que le nombre total effectif des professeurs et membres du personnel de recherche de l'Institut est de 12 environ (y compris le Directeur par intérim et le Directeur Adjoint) et que 10 cours (ou 12 si l'on compte séparément les trois parties du cours de neuf mois) sont en moyenne maintenant organisés chaque année (environ 3 ou 4 étant dispensés dans la même période) et que la politique de l'Institut consiste à faire participer un ou deux des membres de son personnel à chaque cours, il est évident que tout le personnel (y compris le Directeur par

intérim et le Directeur Adjoint, en plus de leur travail administratif) enseignent la majeure partie du temps, ne consacrant qu'un temps moindre à la recherche.

Une légère réduction du nombre de cours organisés réaliserait peut-être un meilleur compromis entre la nécessité d'assurer la formation et la nécessité parallèle de poursuivre la recherche et la publication.

(vii) Informations sur les stagiaires de l'IDEP - quel travail exerçaient-ils avant de venir à l'IDEP, résultats obtenus à l'IDEP, emplois occupés deux ans après avoir obtenu leur diplôme de l'IDEP.

De loin, la plus grande partie des participants qui suivent les cours de l'IDEP occupent déjà des emplois dans la Fonction Publique de leurs pays respectifs. Seule une très petite proportion est constituée par des étudiants récemment diplômés d'universités. Ceci résulte de la nécessité imposée par le Plan d'Opérations de l'IDEP de former du personnel appartenant déjà à la fonction publique.

Les différents emplois occupés par les participants sont enregistrés ainsi que d'autres détails dans les listes d'inscription à chaque cours (déjà fournis aux membres du Conseil d'Administration ces deux dernières années). En outre, la qualité des participants inscrit aux cours de l'IDEP (jugée d'après leurs titres) s'est remarquablement améliorée ces deux dernières années, à la suite de la division du Cours de Neuf Mois en trois parties autonomes et intégrées, et de la diversification des cours; ces deux facteurs permettant à l'Institut, pour la première fois, de procéder à un choix réel et efficace dans la sélection des participants présentant les titres requis.

Les résultats des participants (qui ne peuvent s'appliquer qu'aux participants au Cours de Neuf Mois qui ont subi un examen permettant de vérifier leurs progrès) se sont constamment améliorés quantitativement au cours des années (notamment ces deux dernières années) comme le montre le nombre croissant de participants qui ont passé avec succès leurs examens

portant sur l'ensemble des trois parties du Cours de Neuf Mois, ou sur une ou deux parties. Ceci ne fait que refléter le nombre croissant des inscriptions, ces dernières années, ainsi que la division du Cours de Neuf Mois, en trois parties auxquelles les participants sont inscrits séparément. Cependant, si on la juge d'après la répartition des diplômés selon la catégorie de diplôme obtenu, la qualité des résultats ~~est~~ restées à peu près la même pendant la Première Phase de l'IDEP. Par exemple, seul un participant a jusqu'ici obtenu un diplôme de catégorie I (85 pour cent et plus des points totaux), la catégorie la plus souvent acquise étant la catégorie II (environ 65 - 84 pour cent des points totaux). Normalement, moins de la moitié de ceux qui ont obtenu le diplôme passent avec un diplôme de catégorie III (en gros 50 - 64 pour cent des points totaux).

Les données sur la répartition par catégorie des diplômés figurent à l'annexe IX.

Un résumé des dépenses effectuées pendant la période 1964-65 est donné à l'Annexe X.

Le questionnaire et les résultats d'une enquête de relance précédente auprès des anciens stagiaires sont donnés à l'annexe XI.

UNITED NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING
DAKAR

IDEP/DIR/2150

ANNEX/ANNEXE/I

(Document No. IDEP/ET/CUS/VII/451)

Appendix II-B

- LIST OF ANGLOPHONE RESEARCH INSTITUTIONS -

ETHIOPIA

The Director
Institute of Public Administration
ADDIS ABABA

GHANA

The Director
Institute of Public Administration
ACCRA

KENYA

- The Director
Centre for Economic Research
University College
P.O. Box 30197
NAIROBI
- The Principal
The Kenya Institute of Administration
P.O. LOWER KABETE (Kenya)

NIGERIA

- The Director
Economic Development Institute
University of Nigeria
Enugu Campus
P.M.B. 1080
ENUGU
- The Director
Population Research Centre
Ibadan University
IBADAN
- Nigerian Institute for Social and Economic Research
IBADAN
- The Director General
Nigerian Institute of International Affairs
P.O. Box 1727
LAGOS
- The Director
Institute of Administration
Ahmadu Bello University
ZARIA (Northern Nigeria)

SUDAN

- The Director
Institute of Public Administration
KHARTOUM

- The Director
Institute of Banking Studies
P.O. Box 1880
KHARTOUM

UGANDA

The Director
East African Institute of Social Research
P.O. Box 16022
KAMPALA

U.A.R.

The Director
National Institute of Management Development
P.O. Box 136

CAIRO,

ZAMBIA

The Director
Rhodes Livingstone
P.O. Box 900
LUSAKA

- LIST OF FRANCOPHONE RESEARCH INSTITUTIONS -

CONGO (Léo)

Le Directeur
Institut de Recherches Economiques et Sociales
Université de Lovanium
LEOPOLDVILLE

SENEGAL

- Le Directeur IFAN
Université de Dakar
DAKAR

- Le Directeur
Institut de Science Economique Appliquée
DAKAR

TUNISIE

Le Directeur
Centre d'Etudes et de Recherches Economiques
et Sociales
Université de Tunis
TUNIS

UNITED NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING

IDEP/DIR/2150

DAKAR

ANNEX/ANNEXE II

Note :

L'année 1963-64 antérieure à sa création incluse, l'Institut a à la date de Décembre 1968 organisé un total de 29 cours dans les limites de son budget (dont un séminaire pour les professeurs d'Universités et un cours pour les étudiants d'universités en juillet-août 1968) ainsi que 4 Séminaires pour les professeurs d'universités et 4 cours pour les étudiants d'universités, financés par des sources extra-budgétaires. Exception faite des cours d'universités, 717 participants venant de 40 pays, sur un total possible de 42 pays, ont suivi ces cours, grâce au nombre croissant de cours organisés durant les deux dernières années. L'Etat nouvellement indépendant de la Guinée équatoriale et le Malawi, sont les seuls qui n'ont pas à ce jour bénéficié d'une manière ou d'une autre des cours de l'Institut parce qu'ils n'ont pas envoyé de participants. L'assistance moyenne à ces cours a été de 28 participants et le nombre moyen de pays représentés à chaque cours, de 11. 55 participants (soit 17 professeurs et 38 étudiants) ont suivi les cours d'universités organisés dans les limites du budget en 1968, tandis que un total de 252 participants (soit 104 professeurs et 148 étudiants) ont suivi les cours financés par des sources extra-budgétaires.

Le bénéfice total qu'ont tiré des pays individuels, quant au nombre des participants aux cours, a varié d'un pays à l'autre, sans rapport uniforme avec la part de contribution totale en espèce promise par pays. Par exemple, le Cameroun, le Congo Brazzaville, le Ghana, le Togo, la Tunisie, la R.A.U., ont bénéficié de ces cours dans des proportions supérieures à leur part de contribution, calculée d'après une bourse moyenne de \$1 500 par participant ; un autre pays, la Rhodésie, en a bénéficié sans contribution étant donné que deux de ses étudiants réfugiés ont suivi ces cours. Les autres pays (33) en ont bénéficié à des degrés divers, dans des proportions inférieures à leur contribution garantie, parce qu'ils n'ont pu utiliser les services de l'Institut. (On se propose dans ces derniers cas, d'organiser des cours nationaux, qui ne nécessiteraient pas le déplacement d'un personnel limité pour des cours ayant lieu en dehors du pays).

.../...

Calculé en termes de coût moyen de bourse, le total de \$1 681 200 de contributions garanties devrait couvrir un total de 1 121 participants soit 404 participants de plus que ceux qui ont suivi les cours jusqu'à ce jour. Compte tenu des cours qu'il reste à organiser jusqu'en juillet 1969 (un peu après la date de terminaison du Projet), on estime qu'environ 140 participants de plus assisteront à ces cours, ce qui réduit la différence entre le nombre potentiel et le nombre réel des participants à 264. Cependant si l'on tient compte du bénéfice total des activités de l'IDEP, cette différence est largement couverte par le nombre total de participants qui ont assisté aux cours d'universités de l'IDEP (307) sans compter ceux qui assisteront à des cours similaires qui seront organisés dans la période d'avril à juillet 1969.

Selon le nombre des participants qui auront suivi les cours de l'IDEP à la fin de la Première Phase du Projet, vers juin-juillet 1969, on peut donc dire que le projet aura largement rempli sa mission, du moins du point de vue quantitatif.

Il n'est guère nécessaire de souligner les profits et les pertes dans le domaine des participants formés, en ce qui concerne chaque pays. Si tous les pays faisaient les efforts nécessaires pour nommer des participants qualifiés aux cours, ce problème ne se poserait pas, puisqu'un nombre suffisant de candidats qualifiés venant de chaque pays, permettrait d'imposer un système de contingent basé sur la valeur de la contribution divisée par la valeur moyenne d'une bourse. L'Institut n'a jamais eu à adopter un système de contingent, puisque les pays n'avaient pas tous fait l'effort de nommer des participants. Il a donc fallu se contenter d'offrir des bourses, en se basant sur le nombre de candidats qualifiés que pouvait nommer chaque pays, en tenant compte du nombre de participants minimum pour l'organisation d'un cours, et du nombre de participants maximum qui pourrait être accueilli sans difficultés (jusqu'à 50 pour le cours de neuf mois, un peu moins peut-être pour d'autres cours).

Les pays ayant envoyé aux cours de l'IDEP un nombre de participants supérieur à leur part nominale totale ont néanmoins, indirectement, rendu un service à ceux qui ont envoyé un nombre de participants inférieur

.../...

ou qui n'ont envoyé aucun participant aux cours, en aidant à diminuer les frais généraux ainsi que les coûts globaux moyens par participant, car autrement ceux-ci pourraient avoir été plus élevés. Dans l'hypothèse d'un coût de Projet total de \$5 466 640 (soit \$3 153 200 de contribution du Fonds Spécial, \$1 681 200 de contributions des Etats-membres pour des bourses et \$632 240 de contribution en nature par le Gouvernement du Sénégal), les coûts généraux par participant doivent être calculés à \$3 377, le coût des bourses par participant à \$1 500 et le coût total moyen par participant à \$4 698 -en admettant que tous les pays intéressés au Projet paient entièrement leur contribution. A la fin de la Première Phase du Projet, ces chiffres auront été atteints et probablement réduits, car il est peu probable que le Projet dépensera plus de \$4 500 000 de son budget total. Ces résultats seront atteints grâce aux pays qui ont apporté un généreux soutien en nombre de participants à ces cours et ont ainsi amené la diminution des coûts du projet pour l'ensemble des membres.

Des accusations provenant de divers secteurs, quant aux coûts élevés et la cherté du Projet, ont donc été à la fois prématurées et sans fondement. Même si elles étaient justifiées, les résultats financiers du Projet sont ce que les pays membres individuels en font par leur soutien, ou leur manque de soutien (en termes de participants) à ces cours. Les pays qui ont apporté un soutien généreux sont parvenus à maintenir leurs coûts par participant (bourse) près de la moyenne, et l'ont réduit considérablement (maximum \$1 437, minimum \$663). Les pays qui n'ont pas apporté de soutien suffisant, auront des coûts élevés par participant, mais grâce à ceux dont le soutien a été généreux, le coût moyen de la bourse a été jusqu'ici de \$2 974 soit le double de ce qu'il devrait normalement être. Mais ces chiffres devraient s'abaisser à \$ 1 500, et même un peu en deçà, à la fin de la Première Phase. Le "coût élevé du Projet", si cette remarque a quelque sens, se reflète dans le coût moyen élevé des bourses par participant, en rapport avec la contribution garantie, pour les pays qui n'ont pas envoyé aux cours de l'IDEP un nombre suffisant de participants pour justifier leurs contributions. Il n'existe malheureusement rien, que l'Institut puisse faire pour diminuer ces coûts en ce qui concerne les membres intéressés.

UNITED NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING

IDEP/DIR/2150

DAKAR

ANNEX/ANNEXE III

UNITEL NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING

DAKAR

IDEP/DIR/2150

ANNEX/ANNEXE IV

UNITED NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING
DAKAR

IDEP/DIR/2150

ANNEX/ANNEXE V

(Table/Tableau 1 :

&

(Table/Tableau 2 : Document No. IDEP/DIR/CA/2137

COUT PAR PARTICIPANTS AUX DIVERS COURS ORGANISES PAR L'IDEP 1967-68

Dates	Cours	Durée (semai- nes)	Nombre des partici- pants	Coût total \$	Coût par partici- pant \$	Coût par partici- pant par semaine
1967-68	Neuf mois, Dakar Par Partie	24 12	49 49	262.048 131.024	5.328 2.664	222 222
12/6/67 - 30/6/67 -	Méthodologie de l'aménagement du Territoire, Brazzaville	3	40	14.524	363	121+
30/10/67 - 22/12/67 -	Administration du Plan, Dakar	8	18.	13.070	726	91
6/11/67 - 21/11/67 -	Etudes de Projets Kinshasa	3	16	3.649	228	76+
x20/11/67 - 15/12/67 -	Régionalisation du Plan, Kumasi	4	12	3.099	258	63+
x23/11/67 - 16/12/67	Etudes de Projets Ibadan	3	15	505	34	11+
x10/12/67 - 16/12/67	Aménagement du Territoire Douala	2	65	456	7	4+
4/ 3/68 - 23/ 4/68	Financement du Développement, Caire	8	32	56.739	1.773	222
25/ 3/68 - 5/ 4/68	Administration de l'Impôt, Dakar	2	36	34.722	965	482
25/ 3/68 - 25/ 4/68	Intégration Econo- mique, Nairobi	4	19	36.596	1.926	482
8/ 4/68 -	Ressources Humaines, Dakar	8	33	56.574	1.714	214

x Cours Nationaux
+ Cours non interprétés.

xx Sous-régions d'Afrique de l'Ouest
et d'Afrique centrale seulement

.../..

COUT PAR PARTICIPANTS AUX DIVERS COURS ORGANISES PAR L'IDEP 1967-68 (Suite)

Dates	Cours	Durée (semaines)	Nombre de partici- pants	Coût total \$	Coût par partici- pant \$	Coût par partici- pant par se- maine \$
31/ 8/64 - 4/ 9/64	Seminaire des Profes- seurs 1964, Dakar	1	35	32.292	923	923
3/ 8/64 - 28/ 8/64	Cours des Etudiants 1964, Dakar	4	50	56.021	1.120	280
30/ 8/65 - 3/ 9/65	Seminaire des Profes- seurs 1965, Dakar	1	33	24.594	745	745
2/ 8/65 - 27/ 8/65	Cours des Etudiants 1965, Dakar	4	36	31.295	869	217
25/ 7/66 - 29/ 7/66	Seminaire des Profes- seurs 1966, Dakar	1	15	13.561	904	904
1/ 8/66 - 26/ 8/66	Cours des Etudiants 1966, Dakar	4	27	17.532	649	162
24/ 7/67 - 28/ 7/67	Seminaire des Profes- seurs 1967, Dakar	1	21	11.542	550	550
31/ 7/67 - 25/ 8/67	Cours des Etudiants 1967, Dakar	4	35	27.562	788	197
29/ 7/68 - 2/ 8/68	Séminaire des Profes- seurs 1968, Ibadan	1	17	5.584	329	329
5/ 8/68 - 30/ 8/68	Cours des Etudiants, 1968, Ibadan	4	38	24.195	637	159

Analyse :

1. Exception faite du cours de neuf mois, dans lequel ils sont partiellement inclus, les frais généraux communs ne sont pas compris dans le coût des cours. Ces frais généraux communs (Direction, services d'interprétation, de traduction, de recherche, de bibliothèque et de documentation, secrétariat, services de bureau et de reproduction de l'IDEP) se sont élevés à \$ 154.905 en 1967 (année civile) dont \$ 47.200 de frais de recherches et de préparation des cours, \$ 27.822 de frais de traduction et d'interprétation et \$ 79.883 de frais divers sur un total de dépenses générales de \$ 416.953 pour l'IDEP en ce qui concerne la présente année. Si ces frais étaient répartis entre les différents cours, le prix de revient de chacun d'entre eux serait légèrement supérieur dans chaque cas. Il est, cependant préférable de ne pas faire figurer ces frais généraux dans les calculs, en partie parce qu'il s'agit principalement de frais fixes et ensuite pour éviter tout jugement arbitraire dans leur ventilation. Il n'est pas évident que ceci affecte la comparaison entre les cours.
2. Sur la base de ces coûts, le cours de neuf mois n'est pas plus onéreux, en fonction de coût par participant par semaine, que les deux cours régionaux, "Financement du Développement" (Le Caire) et Ressources Humaines (Dakar), dont les coûts sont approximativement les mêmes, alors que sept autres cours sont plus coûteux : Administration de l'Impôt (Dakar) Intégrative Economique (Nairobi) et les cinq séminaires des Professeurs de 1964 à 1968.

3. Il est manifeste que les cours organisés à Dakar ont tendance à être plus coûteux que les cours organisés ailleurs.
4. Dans l'ensemble, le prix revient hebdomadaire par participant pour un cours est fonction :
 - (a) de la durée du cours (le coût par participant par semaine tend à diminuer lorsque la durée du cours augmente, car, dans ce cas, les frais de déplacement et autres dépenses fixes sont étalés sur une plus longue période ;
 - (b) du niveau des frais de subsistance (les coûts par participant par semaine ont tendance à diminuer dans les régions de plus faible subsistance) et,
 - (c) du type de cours, régional, sous-régional ou national (les cours nationaux tendent à être moins coûteux en ce qui concerne les coûts hebdomadaires par participant moins élevés, car il n'y a pas de frais de déplacement et de subsistance).
 - (d) du fait que les cours soient ou non interprétés (les cours non interprétés coûtent généralement moins cher).
5. Par ordre de croissance, les coûts hebdomadaires par participant les moins élevés sont ceux des cours nationaux. Viennent ensuite les cours régionaux et sous-régionaux qui ont lieu dans des centres de plus faible subsistance dont la durée est moyenne (6 à 8 semaines). En troisième lieu, figurent les cours régionaux et sous-régionaux organisés dans des centres de subsistance élevés ou dont la durée est courte (1 à 2 semaines).

6. Les chiffres tendent à confirmer cet argument et à justifier la politique préconisant :

- (a) un plus grand nombre de cours nationaux ;
- (b) un plus grand nombre de cours régionaux et sous-régionaux dans des centres de faible subsistance et,
- (c) la sous-régionalisation des séminaires de professeurs et des cours d'étudiants.

Pour la même raison, les séminaires d'une ou deux semaines, organisés à Dakar sont susceptibles d'entraîner des dépenses plus élevées qu'une quelconque partie du cours de neuf mois, ou que dans le cas où ils seraient organisés ailleurs dans des centres de plus faible subsistance.

DIFFERENTES ESTIMATIONS DES COUTS POUR LES PARTICIPANTS AU COURS DE NEUF MOIS 1967-1968

<u>DATE</u>	<u>COURS</u>	<u>DUREE</u> (en semaines)	<u>NOMBRE DE</u> <u>PARTICIPANTS</u>	<u>COUT TOTAL</u> \$	<u>COUT PAR</u> <u>PARTICIPANT</u> \$	<u>COUT PAR PAR-</u> <u>TICIPANT PAR</u> <u>SEMAINE</u> \$
1967-1968	(a) Neuf mois Dakar	24 (moyenne)	49	137.819	2.813	117 (Bourse et frais de voyage)
	Personnel			192.826	3.935	164 (Frais de personnel)
	Total (2 parties)			330.645	6.748	281 (Bourse, voyage, et frais de personnel)
	(b) Neuf mois Dakar	36	32	137.819	4.307	120 (Bourse et frais de voyage)
	Personnel (3 parties)			192.826	6.023	167 (Frais de personnel)
				330.645	10.330	287 (Bourse, voyage, et frais de personnel)
	(c) Neuf mois Dakar	24 (moyenne)	49	137.819	2.813	117 (Bourse et frais de voyage)
	Personnel (pour 9 mois à \$ 16.069)			144.621	2.951	123 (Frais de personnel)
				282.440	5.764	240 (Bourse, voyage, et frais de personnel)
	(d) Neuf mois Dakar	36	32	137.819	4.307	120 (Bourse et frais de voyage)
	Personnel (pour 9 mois à raison de \$ 16.069 par mois)			144.621	4.519	126 (Frais de personnel)
				282.440	8.826	246 (Bourse, voyage et frais de personnel)

Note :

(a) et (c) sont basés sur la moyenne du temps réel consacré par chacun des 49 participants inscrits aux différentes parties du cours de neuf mois, c'est-à-dire une moyenne de 24 semaines. Les estimations du point (c) sont plus précises et le coût par participant est plus faible car les professeurs enseignent pendant une durée moyenne de six mois, bien que les interprètes et les traducteurs travaillent pendant 9 mois.

A partir de ces données, le total des dépenses s'établit comme suit

	<u>Durée</u> (en semaines)	<u>Nombre de</u> <u>Participants</u>	<u>Dépenses</u> <u>totales</u>	<u>Coût par</u> <u>Participant</u>	<u>Coût par Parti-</u> <u>cipant par se-</u> <u>maine</u>
			\$	\$	\$
Bourse et					
frais de voyage	24 (moyenne)	49	137.819	2.813	117
Personnel			124.229	2.515	105
Professeurs:					
Permanents			(47.200)		
Visiteurs			(13.935)		
Interprètes:					
Permanents			(40.866)		
Traducteurs:			(22.228)		
Total =			262.048	5.328	222
			=====	=====	=====

(b) et (d) sont basés sur l'équivalent de 49 stagiaires participant à plein temps inscrits aux différentes parties du cours de neuf mois, c'est-à-dire que 49 participants pour une moyenne de 24 semaines par participant représentent l'équivalent de 32 participants pour une moyenne de 36 semaines par participant. Ce ne sont là que des calculs hypothétiques.

UNITED NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING

DAKAR

IDEP/DIR/2150

ANNEX/ANNEXE VI

TABLEAU IV

SE DES DEPENSES DE BOURSES ET DE VOYAGES DES PARTICIPANTS AU COURS DE NEUF-MOIS DE 1967-68
ET RAPPORT ENTRE CES DEPENSES ET LES DEPENSES D'ENSEIGNEMENT

e de tiel- its	Equivalent Nbre de stagiaires trois parties	Nbre de Partici- pants séances	Nbre de parti- pants heures	Coût total dollars	Coût par partici- pant (dollars)	Coût par	
						Participant	heures
-	-	171	256.5	1 250	1 250	7	5
1	1	513	769.5	6 563	2 188	13	26
1	1	684	1,026	5 264	2 632	8	10
6	6	2,907	4,360.5	29 172	1 716	10	11
4	4	2,052	3,078	21 080	3 513	10	41
20	20	10,260	15,390	74 490	3 725	7	97
32	32	16,587	24,880.5	137 819	2 813	8	54

pour l'ensemble des trois parties de 513 séances ou 769,5 heures, donc

urs de Neuf-mois
- dollars 4,307
- dollars 8
- dollars 6
- dollars 269
- dollars 179

insacré au cours de Neuf-mois
- 142, coût dollars 162 822,84

3/mois
- dollars 1 146

3/mois par participant (pour un équivalent de 32 stagiaires
restant pendant 9 mois)
- dollars 56

de Neuf-mois
- dollars 5 400 (dollars 600 par mois).

UNITED NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING
DAKAR

IDEP/DIR/2150

ANNEX/ANNEXE VII

TABLEAU V

Analyses Préliminaires des Dépenses de Personnel Imputables au Cours de Neuf-Mois 1967-68

(1 Octobre 1967 - 30 Septembre 1968)

			Imputables au Cours de Neuf-mois	Pourcentage (basé sur les séances de cours)
Personnel Enseignant Permanent	\$ 182 622,66			
Personnel de Recherche	25 056,60	* 207 679,26	\$ 94,399,65	45 (5/11)
Professeurs visiteurs et invités		13 934,69	13 934,69	100 (1)
<u>Personnel d'Interpretation</u>				
** (a) Permanent		80 455,21	54 488,50	68 (5/7)
(b) Free-Lance		6 422,65	-	-
Sous-Total	***	308 491,81	162 822,84	53
<u>Personnel de Traduction</u>				
(a) Permanent	47,760,20			
(b) Temporaire	12 247,84	60 008,04	30 004,02	50 (1/2)
Total Global		368 499,85	192 826,86	52

§ Basée sur les chiffres fournis par le Chargé du Service des Finances

* Un quart de cette somme est imputable aux dépenses effectuées pour le Directeur par intérim et le Directeur Adjoint qui consacrent la plus grande partie de leur temps à l'administration générale mais qui participent aussi au programme de formation de l'Institut, le cours de Neuf-mois inclus. Si l'on déduisait ces dépenses, le chiffre deviendrait 157 089,79 dollars dont 71 404,45 dollars soit 5/11 qui devront être imputés au cours de Neuf-mois.

** Le personnel permanent d'interprétation, considéré comme un service général est aussi employé, sur demande pour les réunions de la sous-région africaine tenues au Sénégal ou hors du Sénégal, sans autre compensation que les frais de voyage et de nourriture, selon les circonstances.

*** Les dépenses de direction déduites, le chiffre serait réduit de 1/6, lire : 257 902,34 dollars dont 139 827,64 soit 54% qui devront être imputés au Cours de Neuf-Mois (différence de 1%).

+ Le service de traduction dans l'ensemble employé pour tous les cours à la traduction des documents et rapports de cours. En outre les mêmes documents sont souvent utilisés pour plusieurs cours (y compris les documents du Cours de Neuf-mois), des documents, divers et nombreux, purement administratifs ne figurent pas dans le compte. La proportion des services de traductions imputable au cours de Neuf-mois est probablement de beaucoup inférieure à 50%.

Note Générale

Les dépenses totales de l'IDEP pour la période du 1 Octobre 1967 au 30 Septembre 1968 seront probablement de l'ordre de 1 million de dollars, maintenant que le programme de l'Institut a été entièrement fixé. Les dépenses pour le Cours de Neuf-mois s'élevant approximativement à 193 000 dollars, représentent environ 19% des dépenses totales. En se basant sur le cours le plus long, autre que le cours de Neuf-mois, ce dernier devrait être considéré comme trois cours distincts (compte tenu des trois parties autonomes du cours) sur un total de 14 cours (y compris le cours d'été et le Séminaire de Professeurs) soit 21% des cours organisés. Du point de vue administratif, le cours de neuf-mois doit par conséquent représenter environ 20% des coûts administratifs financiers réels, pourcentage qui correspond au chiffre parallèle de 19% des coûts financiers, ce qui semble raisonnable.

UNITED NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING

DAKAR

IDEP/DIR/2150

ANNEX/ANNEXE VIII

ANNEX VIII / ANNEXE VIII

I. Numbers of Full-Time and Part-Time Lecturers, Nine-month Course -

Nombre de professeurs à plein temps et à temps partiel, Cours de Neuf Mois

<u>Lecturers</u>	<u>1963-64</u>	<u>1964-65</u>	<u>1965-66</u>	<u>1966-67</u>	<u>1967-68</u>	<u>1968-69</u> [*]
(a) Full-time/à plein temps	14	13	9	9	13	12
(i) Paid by IDEP/Payés par l'IDEP	9	6	6	7	12	10
(ii) Paid by Other Agencies Payés par d'autres Organismes	5	7	3	2	1	2
(b) Part-time/à temps partiel	14	7	13	13	8	-
(i) Paid by IDEP/Payés par l'IDEP	8	2	6	5	4	-
(ii) Paid by Other Agencies Payés par d'autres Organismes	6	5	7	8	4	-
Total	<u>28</u>	<u>20</u>	<u>22</u>	<u>22</u>	<u>21</u>	<u>12</u>

* First Part 1968-69 Nine-month Course/Première partie cours de neuf mois.

Note : The above figures show that, with the exception of the Pre-Institute year 1963-64, the difficulties in the recruitment of full-time staff paid by IDEP have gradually eased, and therewith has been a tendency to a falling off in the use of paid part-time staff.

Remarque : Les chiffres ci-dessus montrent que, exception faite de l'année de mise sur pied de l'Institut (1963-64), les difficultés rencontrées dans le recrutement de personnel à plein temps payé par l'IDEP ont été progressivement éliminées, ce qui a provoqué une tendance de baisse dans l'emploi de personnel à temps partiel.

/...

II. Numbers of Full and Part-time Lecturers, Participants and Lecturer-Participant Ratios
at IDEP Courses, 1963-64 to 1968-69.

Nombres de professeurs à temps plein et partiel, de participants et rapports professeurs/participants
aux cours de l'IDEP, 1963-64 à 1968-69.

<u>Courses/Cours</u>		<u>1963-64</u>	<u>1964-65</u>	<u>1965-66</u>	<u>1966-67</u>	<u>1967-68</u>	<u>1968-69</u>
(1) Nine-month Course, Dakar Cours de Neuf Mois, Dakar	(a) Lecturers/Professeurs	28	20	22	22	21	12
	(b) Participants	23	36	24	20	49	35
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	1/0.82	1/1.8	1/1.09	1/0.91	1/2.33	1/2.92
(2) Introd. Course in Planning, Initiation à la Planifica- tion, Tunis	(a) Lecturers/Professeurs	13	-	-	-	-	-
	(b) Participants	44	-	-	-	-	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	1/3.38	-	-	-	-	-
(3) Cairo Course Cours du Caire	(a) Lecturers/Professeurs	21	32	23	27	21	-
	(b) Participants	29	18	17	21	32	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	1/1.38	1/0.56	1/0.74	1/0.78	1/1.52	-
(4) Physical Planning, Brazza Aménagement du Territoire, Brazza	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	10	-	-
	(b) Participants	-	-	-	40	-	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	1/4	-	-
(5) Physical Planning, Douala Aménagement du Territoire, Douala	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	-	1	-
	(b) Participants	-	-	-	-	65	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	-	1/65	-
(6) Project Studies, Ibadan Etudes de projets, Ibadan	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	1	1	2
	(b) Participants	-	-	-	24	15	23
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	1/24	1/15	1/12
(7) Project Studies, Nairobi Etudes de projets, Nairobi	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	3	-	-
	(b) Participants	-	-	-	15	-	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	1/5	-	-
(8) Plan Administration, Dakar Gestion du Plan, Dakar	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	-	4	-
	(b) Participants	-	-	-	-	18	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	-	1/4.5	-
(9) Tax Administration, Dakar Administration de l'Impôt, Dakar	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	-	4	-
	(b) Participants	-	-	-	-	36	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	-	1/9	-
(10) Human Resources, Dakar Ressources Humaines, Dakar	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	-	12	-
	(b) Participants	-	-	-	-	33	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	-	1/2.75	-
(11) Economic Integration, Nairobi Intégration économique, Nairobi	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	-	5	-
	(b) Participants	-	-	-	-	19	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	-	1/3.8	-
(12) Project Studies, Kinshasa Etudes de projets, Kinshasa	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	-	1	-
	(b) Participants	-	-	-	-	16	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	-	1/16	-

<u>Courses/Cours</u>		<u>1963-64</u>	<u>1964-65</u>	<u>1965-66</u>	<u>1966-67</u>	<u>1967-68</u>	<u>1968-69</u>
(13) Regionalization of Plan, Régionalisation du Plan, Kumasi	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	-	13	-
	(b) Participants	-	-	-	-	12	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	-	1.0,92	-
(14) Orientation Course in National Health Planning, Orientation à la Planifica- tion de la Santé, Dakar	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	-	3	-
	(b) Participants	-	-	-	-	11	-
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	-	1/3,67	-
(15) National Development and Regional Planning, Dakar Développement national et planification régionale, Dakar	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	-	-	8
	(b) Participants	-	-	-	-	-	7
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	-	-	1/2,1
(16) Financing of Development, Financement du développement Lomé	(a) Lecturers/Professeurs	-	-	-	-	-	2
	(b) Participants	-	-	-	-	-	1
	(c) Ratio/Rapport (a)/(b)	-	-	-	-	-	2/1

* Figures relate to the period October 1968 to January 1969, covering the First Part of the 1968-69 Nine-month Course.

* Les chiffres se réfèrent à la période d'octobre 1968 à janvier 1969, couvrant la première partie du cours de neuf mois.

for the Nine-month Course

Note/Remarques : (1) Although the Lecturer-Participant Ratio has been gradually falling in the last two years, this ratio tends to be generally higher than for the other regional courses held at the Institute (in Dakar) but lower than for the Cairo Course. It is also generally higher than for the other regional and national courses held outside Dakar. This is due to the more limited range of topics treated in the other regional and the sub-regional courses than at the other courses. The exception in the case of the Cairo Course has been due to the excessive use of guest lecturers in the programme arising from the availability of resource persons from the Ministry of National Planning and from various branches of the U.A.R. Government in Cairo.

pour le Cours de Neuf-mois

Bien que le rapport professeurs/participants/a progressivement baissé ces deux dernières années, ce rapport est en général supérieur à ceux des autres cours régionaux tenus à l'Institut (à Dakar), mais inférieur à celui du cours du Caire. Il est aussi, en général, supérieur à ceux des cours sous-régionaux et nationaux tenus en dehors de Dakar. Ceci est dû à l'éventail plus restreint des sujets traités dans les autres cours régionaux et sous-régionaux (excepté le Cours du Caire), ce qui augmente le besoin en professeurs pour le cours de neuf mois. L'exception que représente le Cours du Caire a résulté de l'emploi excessif de professeurs visiteurs dans le programme, en raison de la disponibilité du personnel de l'Institut de Planification Nationale (Institute of National Planning) et de divers autres services du Gouvernement de la R.A.U. au Caire.

/...

- 2) Care must be taken in interpreting the Lecturer-Participant ratios for the Nine-month Course. A high ratio may reflect a difficulty in recruiting permanent staff or a tendency towards a narrow specialisation of the permanent staff, or both, both these factors operating in the earlier years. A low ratio may reflect increased enrolment among participants or increased versatility among the permanent staff - or both, both these factors operating in the last two years. Or, again, it may be due to versatility plus a policy of maintaining vacancies unfilled in order to economise - a factor which has also been present. The increased enrolment of the last two years has been due to the reorganisation of the course into three parts, while versatility among the permanent staff has been called for by the increased number of regional, sub-regional and national courses, which the same number of lecturers as before must cover.

Thus increased enrolment and versatility (or polyvalence) among the permanent staff constitute the key to a reduction in the Lecturer-Participant Ratio and therefore to the effecting of economies in the operation of the Nine-month Course.

On doit faire attention dans l'interprétation du rapport professeurs/participants pour le cours de neuf mois. Un rapport élevé peut traduire une difficulté de recrutement du personnel permanent ou une tendance à une spécialisation étroite du personnel permanent, ou encore les deux, ces deux facteurs jouant pendant les premières années. Un rapport peu élevé peut traduire une inscription massive de participants ou l'universalité du personnel permanent - ou les deux, ces deux facteurs jouant pendant ces deux dernières années. Ce rapport peu élevé peut aussi être dû à l'universalité doublée d'une politique d'occupation des postes vacants aux fins d'économies - facteur qui a également joué ces derniers temps. L'inscription massive des deux dernières années est due à la réorganisation du cours en trois parties, tandis que l'universalité de notre personnel permanent a été rendue nécessaire par le nombre croissant de cours régionaux, sous-régionaux et nationaux auxquels devait suffire le nombre de professeurs qu'avant.

Cette inscription massive et l'universalité (ou la polyvalence) de notre personnel permanent constituent la clé d'une réduction du rapport professeurs/participants et donc d'économies sur les dépenses entraînées par le cours de neuf mois.

/...

UNITED NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING

DAKAR

IDEP/DIR/2150

ANNEX/ANNEXE IX

ANNEXE/IX/ANNEX

RESULTS OF IDEP DIPLOMA EXAMINATIONS 1963-64 TO 1967-68

RÉSULTATS DES EXAMENS DE L'IDEP DE 1963-64 A 1967-68

	<u>1963-64</u>	<u>1964-65</u>	<u>1965-66</u>	<u>1966-67</u>	<u>1967-68</u>
<u>Catégorie de succès ou d'échec/</u>	(21)	(12)	(23)	(16)	(20)
<u>Category of Success or Failure</u>					
<u>Diploma Awards/ Diplomes</u>					
Class I Diploma (85 % of total marks & over)	-	1	-	-	-
Diplôme de catégorie I (85 % des points totaux ou plus)					
Class II Diploma (65 % - 84 % of total marks)	12	7	15	9	13
Diplôme de catégorie II (65 % - 84 % des points totaux)					
Class III Diploma (50 % - 64 % of total marks)	9	4	8	7	7
Diplôme de catégorie III (50 % - 64 % des points totaux)					
<u>Certificate of Attendance/ Certificat d'Assiduité</u>	(2)	(1)	(1)	(3)	(29)
Successful Completion of 1 or 2 Parts	-	-	-	-	21
1 ou 2 parties suivies entièrement avec succès					
Failure or Inability to Complete a Part	-	-	-	-	8
Echec ou impossibilité de suivre entièrement une partie					
Failure or Inability to Obtain Diploma	2	1	1	3	-
Echec ou impossibilité de passer l'examen					
<u>Attestation only/ Attestation seulement</u>	(-)	(23)	(-)	(1)	(-)
(1) Not taking Diploma Examinations	-	23	-	1	-
Pour ceux qui n'ont pas subi les examens					
Total, Participants	23	36	24	20	49

(1) Resulting from participants having been informed that the examinations were not obligatory
Du fait que des participants avaient été informés que les examens n'étaient pas obligatoires.

UNITED NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING

IDEF/DIR/2150

DAKAR

ANNEX/ANNEXE X

(Table/Tableau 1 : Document No. IDEF/DIR/BUD/2151)

&

(Table/Tableau 2 :

Table J
Summary of Expenditures/Resumé des Dépenses
for Evaluation Purposes/Renseignements Budgetaires en vue de l'évaluation du Projet

	1964 (July-December)	1965 \$	1966 \$	1967 \$	1968 \$
Professional		254,483.49	381,748.61	501,959.88
Non professional	* 199,850.12	70,304.16	96,330.89	112,748.50
Total		25,444.39	50,050.92	33,752.73
Accessories	26,873.10	6,267.26	4,102.55	64,629.30
Materials	9,806.44	10,931.13	19,912.00	25,981.62
	20,013.75	11,447.99	40,402.55	24,172.18
	36,528.71	23,792.10	45,644.01	57,631.94
	38,775.93	74,917.73	131,527.26	295,147.25
Total Projet		331,848.05	477,588.25	770,318.85	1,115,663.40
of OCT)	171 366 150 716	538 728 506 728	604 726 505 487	.. 490.036

salary and salaries of 5 staff members (lecturers) paid / Salaires du Directeur et de cinq professeurs payés directement par le siège de l'ONU, non compris

Incomplets
Controller's Office)/Fourni par le siège de l'ONU (Bureau du contrôleur)
icer, IDEP, excluding costs of Participating and/ Chiffres fournis le chef des services financiers
id direct costs de l'IDEP ; coûts de l'organisme de participation
et d'exécution et coûts directs du Fond Spécial non compris
accounts were kept by ECA and New-York/Chiffres non disponibles étant donné que les comptes étaient tenus par la CEA et le Siège de l'ONU.

UNITED NATIONS
AFRICAN INSTITUTE
FOR ECONOMIC DEVELOPMENT
AND PLANNING

D A K A R

IDEP/DIR/2150

ANNEX/ANNEXE XI

(Document No. IDEP/ET/G 382.a)

(Document No. IDEP/DIR/577)

NATIONS UNIES
INSTITUT AFRICAIN
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET DE PLANIFICATION

D A K A R

le 12 août 1965

IDEP/ET/G/382.1

AC 1/63/64g

Cher Monsieur,

Le 16 juin, je vous ai écrit, ainsi qu'à vos camarades de la promotion 1963/64, pour m'informer de vos activités depuis que vous avez quitté l'IDEP il y a un an.

Nous n'avons pas encore reçu toutes les réponses et vous êtes parmi ceux dont la réponse ne nous est pas encore parvenue.

Peut-être n'avez-vous pas reçu notre première lettre. Aussi je vous envoie ci-joint copie du questionnaire qui lui était annexé. Je vous serais très reconnaissant si vous pouviez trouver le temps de le remplir et de nous l'envoyer dès que possible.

Je vous en remercie d'avance et vous prie, Cher Monsieur, de croire à l'assurance de mes sentiments distingués.

Maroundou Touré
Directeur, IDEP

NATIONS UNIES
INSTITUT AFRICAÏN
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET DE PLANIFICATION

D A K A R

16 juin 1965

IIEP/ET/C/368.1

LC 1/63/64 b

Depuis que j'ai quitté l'IIEP en juillet 1964, à la fin du premier
cours de neuf mois de l'Institut, mes activités professionnelles et
autres ont été les suivantes :

.....
.....
.....

Commentaires :

.....
.....
.....

(Signature)

.....

NATIONS UNIES
INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION
D A K A R

19 avril 1966
IDEP DIR 577
AC 1 63/64 a, 9

ACTIVITES EXERCEES PAR LES ANCIENS STAGIAIRES DE L'IDEP

PROMOTION 1963-64

(Réponses faites par les anciens stagiaires au questionnaire qui leur a été envoyé - sur 23 stagiaires interrogés : 16 ont répondu, soit 7 anglophones sur 14, et 9 francophones sur 9.)

<u>Prénom et nom</u> (anglophones)	<u>Adresse</u>	<u>Activités exercées</u>
Joseph B. ANDOH	20 Belmont Crescent Glasgow W.2. United Kingdom	UK fellowship, Department of international economic studies, Glasgow University.
Befekadu FETTENE	Department of Marine, P.O. Box 1861 Addis Abeba, Ethiopie	Research and Publicity Officer, Department of Marine.
Samuel D. GREENE	Assistant Director, Bureau of Statistics, Office of National Planning Monrovia, Liberia	Assistant Director, Bureau of Statistics, Office of National Planning. Member, national delegation to the 1st session of the Conference of African Planners.
Reginald HODGE	C/o Director Liberian Information Service Broad street Monrovia, Liberia	Manpower officer, Bureau of Labor, Department of Commerce and Industry. Presently making an outlay plan for National Manpower Survey which will proceed by sample survey. My work concerns the development and training of manpower planning. Now attending

Manpower seminar in Washington D.C.

Prénom et nom

Adresse

Activités exercées

Mohamed El JERIDI

Head,
Economic Research Section
Economic and Social
Affairs Division
Ministry of Planning
and Development
Tripoli, Libya

Head of Economic Research Section, Ministry of
Planning and Development.

Joje W.B. WADDIMBA

Central Planning Bureau
Ministry of Planning and
Community Development
P.O. Box 13
Entebbe, Uganda

Economist, and later senior economist in the
Central Planning Bureau. Attended OAU Economic
and Social Commission Session (Cairo), and GATT
discussion of National Plan (Geneva). Now on
way to attend Conference on Obstacles to Development
(Cambridge, U.K.).

Ekaaku WOKOCHA

N° 13 Okwuosa Avenue
Ogui, Enugu, Nigeria

In the Ministry of Agriculture : audit queries;
control of Ministry expenditure on building
programme; ministry land acquisitions; petitions
from the general public; seminars and conferences;
other general administration.

(francophones)

Daoud El BENNA

c/o INSEE
29, quai Branly
Paris 7, France

Au Ministère du Plan et de l'Economie Nationale.
Effectue depuis décembre 1964 un stage à l'INSEE
où j'ai été affecté à la division des Etudes régionales.
J'ai entrepris une étude sur l'emploi dans les
différentes régions françaises mais la maladie m'a
empêché de la mener à son terme. Il est prévu que
dès mon rétablissement j'aurai à travailler sur la
régionalisation des comptes nationaux.

<u>Prénom et nom</u>	<u>Adresse</u>	<u>Activités exercées</u>
Malamine CISSE	G. 4, Liberté III Dakar, Sénégal	Juillet 64 - mars 65 : sans affectation. Depuis mars 65 : au Service de la Statistique. Préparation du DES de Sciences Economiques.
Madiop DIOP	Ministère du Travail Dakar, Sénégal	<u>Réponse confidentielle</u> : Chef de bureau des Statistiques du Travail au Ministère du Travail (poste occupé avant de suivre les cours de l'IDEP). Participation aux commissions du deuxième plan quadriennal.
Paul KIKI	Ministère de l'Agriculture Libreville, Gabon	Affectations successives suivantes : (1) adjoint au chef de service de l'Economie rurale. (2) directeur général adjoint de la Société Nationale de Développement Rural. (3) directeur de l'Office National de Commercialisation agricole.
Samuel MADUDU	40, rue de Befale Commune Dendale Léopoldville, Rép. Démocratique du Congo	Après 5 mois de chômage, fonctionnaire au Ministère du Commerce Extérieur : à la 4ème Direction, Relations Internationales.
Abdelkrim M'RAD	c/o INSEE Division des Programmes 29, quai Branly Paris 7, France	Août 1964 : congé annuel. Septembre-novembre 1964 : petits travaux au Plan National. Décembre 64-juillet 65 : stage à l'INSEE et cours à l'IEDES (boursier de l'IDEP).

<u>Prénom et nom</u>	<u>Adresse</u>	<u>Activités exercées</u>
Céline RABEVAZAH	10, rue Campan Antanimena Tananarive, Madagascar	Chef du service de la programmation régionale au Commissariat général au Plan et correspondant des Ministères de l'Economie nationale et de l'Intérieur. J'ai en même temps assuré une quinzaine d'heures de cours d'économie à l'Ecole nationale d'administration. Parallèlement j'ai poursuivi mes études pour le doctorat en économie.
Léon RASOLONANAVA	Commissariat Général au Plan Tananarive, Madagascar	Au Commissariat Général au Plan : je m'occupe de la programmation et des financements du Plan.
Manécor TOURE	Ministère de l'Enseignement Technique Dakar, Sénégal	Directeur adjoint (en théorie) au Ministère de l'Enseignement Technique pour m'occuper de la formation des cadres.